



LA ROSE AU POING

Le Journal des Socialistes de Sciences Po

N° 10
décembre
2008

Edito


Par Hugo CHRISTY

« Le Parti Socialiste est de retour » nous dit Martine Aubry pour tourner la page du très douloureux Congrès de Reims. Elle a raison. Des choses ont été dites et des choix, serrés, ont été faits. Ils ont pu être douloureux bien entendu, mais il n'empêche qu'ils sont derrière nous. Aucun socialiste ne rêve que son parti s'enfonce dans la déchirure: il n'y a plus d'un côté des perdants et de l'autre des gagnants, il n'y a plus que des socialistes. Ce n'est pas un rassemblement contre-nature qui est en train de se produire comme on peut l'entendre ici ou là, ce n'est pas l'union molle de différents courants tellement opposés qu'ils n'ont rien à faire ensemble. C'est tout au contraire, le moment idéal pour se rappeler ce qui nous anime tous : la haine de l'injustice, le désaccord avec la politique de droite qui favorise toujours les mêmes, la grande envie de mettre la France en mouvement... C'est un cliché mais il est bon de le rappeler tant on l'oublie : ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous divise !

Dès lors, on se souvient de ce qui est important en ce moment : être aux côtés de ceux qui sont en première ligne de la crise financière et du programme économique de la droite, dans les idées, dans les engagements au quotidien, dans les grèves et les manifestations aussi comme l'a demandé notre première secrétaire. Et les défis sont plus que jamais nombreux à relever : licenciements sauvages dans les usines, réformes de l'Éducation Nationale et

de la justice, conditions étudiantes... Il n'est pas question de mentir sur le fait que deux visions du Parti se sont bel et bien opposées ; nous devons simplement être lucides sur les urgences en France et en Europe. Nous sommes maintenant attendus sur de grandes questions sur lesquelles nous sommes tous d'accord. Les socialistes doivent cesser de trop regarder vers eux-mêmes pour apprendre à se tourner vers la société : je sais qu'ils le peuvent, et qu'ils doivent maintenant panser leurs plaies et passer à l'attaque. ■

SOMMAIRE

Edito Par Hugo CHRISTY	p.1
Le Parti socialiste et les droits des homosexuels Par Sebastian BILLOWS	p.2
Le Parti socialiste est de retour Par Etienne LONGUEVILLE	p.3
Pour d'autres États Généraux de la presse Par Thomas BAIETTO	p.4
Pour en finir avec le débat des 35 heures et enfin s'attaquer aux vrais problèmes du pays Par Alexandre EL BAKIR	p.5
Plus beau le PS Sciences Po Par Camille SPIRE	 p.7
Mots croisés Par Elsa FOUCAUT	 p.8

Agenda de la section

AG \Lundi 8 Décembre \19h \local associatif

- Vote pour le nom de la section
- Débat sur le PS et son fonctionnement
- Mise en place des ateliers du changement, un groupe de réflexion composés d'étudiants qui réfléchissent sur un sujet et effectuent une AG de formation à la fin de l'année sur le sujet + livrent un rendu sous forme libre (rapport, film...)

Échange avec André VALLINI \Mardi 16 Décembre \19h

- Quelle politique alternative de justice pour le PS ?
- 6 mois après, quel bilan de la révision de la constitution dans sa pratique ?
- Quelle réforme pour les collectivités locales ?

Échange avec Bruno SPIRE, Président de AIDES \Lundi 12 Janvier \19h \salle à confirmer

- Quelle politique de santé alternative ? L'exemple de la lutte contre le SIDA.

Le Parti socialiste et les droits des homosexuels

par Sebastian BILLOWS

La question de la relation entre la gauche et l'émancipation des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transsexuels ne nous vient pas naturellement à l'esprit. Dans notre inconscient de militant ou sympathisant socialiste, on associe l'ouverture, le droit des minorités ainsi que le libéralisme des mœurs aux causes défendues depuis toujours par le Parti socialiste.

Pourtant, dans l'espace public, les voix s'élevant au nom des homosexuels se situent hors du parti socialiste. À titre d'illustration, on pense à des mouvements comme Act Up. Cette association, créée en 1989 pour défendre les droits des malades du SIDA ne regroupe qu'entre cent et deux cents membres. Malgré son faible poids numérique, elle a su inventer une nouvelle forme de militantisme, consistant en actions « coups de poing » où l'objectif est autant l'occupation de la rue que l'investissement du champ médiatique. Pendant les années 90, elle a permis aux malades du SIDA de se réapproprier leur corps en luttant contre les politiques sanitaires publiques teintées d'hygiénisme et de stigmatisation contre les homosexuels. Dans les années 2000, cette association a intégré à son action la revendication de l'ouverture du mariage civil aux homosexuels. Son action, nécessaire, ne peut que se situer hors du cadre des partis de gauche. Celle-ci a été autant dirigée contre les gouvernements de gauche (Cresson, Béregovoy ou Jospin) que contre les dirigeants de droite. D'ailleurs, il paraît difficile d'intégrer à un parti comme le notre dit « de gouvernement » des actions tendant à la subversion totale, telles que des interruptions d'offices religieux à Notre-Dame.

Comme le font entendre les militants d'Act Up, les épreuves que sont le SIDA et la stigmatisation des homosexuels les ont façonnés ainsi que leurs corps. Il est légitime que ce soient eux, et non des partis, qui portent haut le savoir ainsi constitué et ce, contre sa réappropriation par toute organisation politique, étatique ou sanitaire.

La voie est donc étroite pour le Parti socialiste. Nous ne pouvons parler au nom des homosexuels et se faire leur porte-voix. Mais, en tant que parti volontariste et réformiste il doit réintégrer les revendications homosexuelles dans un projet de société libéral. Longtemps, dans le surmoi socialiste demeurait cette vision traditionnelle de la famille comme lieu de solidarité et comme remède à l'individualisme. En 1998, interpellé par le groupe Homosexualité et socialisme et par les partenaires de la gauche plurielle, la majorité parlementaire de gauche s'est emparée du sujet en proposant à l'Assemblée nationale le Pacs. Cette proposition a fait apparaître dans toute sa force la schizophrénie du Parti socialiste concernant les droits LGBT. Le gouvernement ne s'implique que mollement dans la promotion du projet. Le 9 octobre, victime de l'abstention des députés

de gauche, le texte est rejeté. Si ce texte a été finalement voté, c'est seulement dû à la volonté du gouvernement de réparer un échec qui, largement médiatisé, véhiculait une image de désunion dans le camp majoritaire. La schizophrénie à l'œuvre dans les tribulations du PACS se retrouve encore aujourd'hui dans les discours tenus par les responsables socialistes. Prenons par exemple la motion défendue par Martine Aubry au Congrès de Reims. Si ses auteurs clament qu'ils sont « favorables à ouvrir le mariage et l'adoption aux couples homosexuels », ils affirment en premier lieu que « la famille constitue la base de l'éducation et le lieu premier de la constitution des repères ». Or l'on sait ce que recèle

« Le triomphe du PACS a été son caractère global [...] 10 000 PACS sont signés chaque mois. Un sur huit seulement concerne un couple homosexuel »

en sous-entendus patriarcaux et conservateurs une telle définition « civique » de la famille. Tant que les socialistes ne se seront pas rendu compte que c'est l'investissement par l'Etat dans la famille de vertus civiques et solidaires qui est à l'origine du modèle hétéronormé – et de la stigmatisation concomitante des couples homosexuels – leur discours demeurera empreint de cette même schizophrénie qui nous a tant fait honte lors du vote du PACS.

L'urgence est à la liberté dans le choix des modèles familiaux. Le champ des possibles pour les individus, qu'ils soient homosexuels ou

Retrouvez

la section PS Sciences Po

sur son blog :

<http://ps-scipo.over-blog.com>

non, doit être agrandi. L'identité sexuelle doit cesser d'être un facteur déterminant dans l'épanouissement de chacun. Comme le montre cet éditorial de la lettre d'Homosexualité et socialisme, le triomphe du PACS a été son caractère global : « 10 000 pacs sont signés chaque mois. Un sur huit seulement concerne un couple de même sexe. Cela valide la première intuition des socialistes : en répondant aux difficultés qui pèsent sur une partie de la population, il est possible d'innover et d'améliorer la vie de tous ». Il faut, avec le droit au mariage et à l'adoption des homosexuels reproduire le coup de maître qu'a été le PACS : une vision globale, libérale et assumée de la question des mœurs. Ce n'est qu'ainsi que les homosexuels pourront obtenir leur émancipation complète. En accédant, pour ceux qui le souhaitent, à la reconnaissance sociale apportée par le mariage et la filiation, le sort des homosexuels fera l'objet de moins de stigmatisation. L'orientation sexuelle cessera alors définitivement de constituer un déterminisme social majeur. Corrélativement, le mariage ne sera plus cette aire – exclusivement hétérosexuelle – sacralisée par la République, mais une voie parmi d'autres dans le cours de vie des Français. ■

Le Parti socialiste est de retour !

par Etienne LONGUEVILLE
secrétaire de section

Les résultats du vote des militant/e/s socialistes sont tombés : Martine Aubry a été élue Première Secrétaire du Parti socialiste. Cette élection met fin à un mois de turbulence autour du PS. Le principal parti d'opposition français n'a pas forcément donné la meilleure image.

La presse a laissé entendre que les socialistes n'avaient pas parlé des questions de fond. Il est bon de rappeler que le processus de rénovation avait abouti à l'adoption en Juin d'une nouvelle déclaration de principe, adoptée à l'unanimité par le bureau national. Les socialistes acceptent l'économie de marché mais refusent le monde tel qu'il est actuellement. « Pour les socialistes, l'être humain est un être doué de raison, libre, un être social qui grandit de sa relation aux autres, ouvert à toutes les potentialités. C'est pour cela que les conditions dans lesquelles il vit sont essentielles. Bâtir un monde nouveau et meilleur, respectant la dignité de la personne humaine et assurant la sauvegarde de la planète est la tâche première des socialistes ».

Cette question ayant été réglée, le principal enjeu de ce congrès du PS était la conception du parti : Voulait-on un parti de « militants », qui participent aux réunions, rédigent des contributions, sont présents lors des manifestations, tractent sur les marchés et payent des cotisations progressives ? Ou préférerait-on un parti « de masse », ouvert à plus de membres, avec des grands événements festifs annuels, et des cotisations fixes à 20€ ? On voit bien qu'il ne s'agit pas d'un conflit de « personne » mais d'un vrai débat sur la forme du militantisme désiré. La majorité des militant/e/s a opté pour la première réponse. C'était un débat important pour le fonctionnement interne du Parti socialiste.

Une chose est vraie : aucun de ces échanges n'aurait été possible à l'UMP, au MoDem ou au NPA. Simplement car ce ne sont pas des partis démocratiques. Au Parti Socialiste, à tous les niveaux (sections, fédérations et national), le secrétaire est élu au suffrage universel direct des militantes et

des militants. À Sciences Po, un vote à bulletin secret a eu lieu en bonne et due forme pour désigner le responsable de la section. Au mouvement dit « démocrate » ou à l'UMP, les représentants locaux sont cooptés par leurs prédécesseurs ou désignés par des responsables nationaux. Le Parti socialiste en revanche fait preuve de cohérence : Si on veut une véritable pratique démocratique du pouvoir en France, il faut commencer par la réaliser au sein de son propre parti.

Et même au niveau national, les autres partis ne sont pas démocratiques. François Bayrou autorise-t-il les gens de gauche qui le souhaitent à créer un courant de gauche au MoDem ? NON. Olivier Besancenot est-il à l'écoute de la majorité des militants du NPA qui veulent faire de ce parti un parti de gouvernement ? NON. Les centristes de l'UMP peuvent-ils exister en courant ? NON. L'UMP qui regroupe les ultralibéraux, les ultraconservateurs, les ultrablingsblings et les ultranationalistes aurait pourtant besoin de trancher sa ligne une bonne fois pour toute afin qu'une politique cohérente soit menée en France. L'opportunisme actuel ne résout aucun des problèmes sur le long terme.

Face aux destructions du gouvernement (destruction de l'éducation nationale, moins 30 000 professeurs), destruction de la solidarité (retraite à 70 ans), destruction de notre laïcité (discours de Latran), destruction de la télévision publique pour remercier « frère » Bouygues et TF1, etc... le PS doit maintenant construire une opposition construite et offensive. Martine Aubry a indiqué qu'elle allait mettre en place un véritable « shadow cabinet ». « On peut rire, on peut se moquer de nos débats, de nos discussions mais j'ai envie de dire à la droite : riez encore quelques jours car dès la semaine prochaine le Parti socialiste est de retour dans les rues, et avec des propositions. Et uni. » ■

Pour d'autres États Généraux de la presse

Par Thomas BAÏETTO

« Comment réussir la modernisation du pays si ceux qui sont en charge d'expliquer les défis et les enjeux de cette modernisation sont les derniers à se moderniser ? ». Qui est l'auteur d'une telle énormité ? Qui peut bien développer une vision si soviétique de la presse ?

À première vue, notre regard amusé se tourne vers Vladimir Poutine, Hu Jintao, Fidel Castro, le General Than Shwe ou encore le président-dictateur-roi d'une quelconque république bananière soucieux de faire entrer sa Pravda à lui dans la modernité du XXI^{ème} siècle.

Mais à y regarder de plus près, on découvre avec stupeur que le « ceux » ne recouvrent ni la Pravda, ni Granma, ni The New light of Myanmar mais désignent le Monde, Libération, le Figaro, la Croix et l'Humanité puisque que l'auteur de cette déclaration n'est autre que Nicolas Sarkozy. Nous sommes le 2 Octobre 2008 et le président français ouvre les États généraux de la presse écrite.

À ce stade, le sourire amusé fait place à un sentiment de perplexité. Nous sommes en France, patrie des droits de l'homme, de la liberté d'expression... On se frotte les yeux, une fois, deux fois, trois fois, rien n'y fait. La phrase est toujours là, claire, limpide ...

Quelques phrases plus loin, nos craintes initiales se confirment. Dans une éloquence certaine et une argumentation limpide, la pensée présidentielle sur la question des médias se manifeste : « J'ai vu qu'il y a quelques années on a fait une commission – quel sens de l'humour – pour éviter la concentration dans la presse ... Mon Dieu, enfin pardon, mais enfin, enfin le problème de notre presse, c'est justement une sous-capitalisation et des groupes de trop peti-

tes tailles. Alors vraiment, si en plus, on veut prendre les groupes qu'on a et les diviser pour être sur qu'il y ait du pluralisme, si c'est ça le pluralisme, alors il, il faut vraiment qu'on en discute ». Au passage, les groupes Lagardère – Paris Match, Le Journal du dimanche –, LVMH – les échos, le journal des Finance –, Dassault – le Figaro – et Bouygues – Métro – apprécieront, puisque non seulement, on ne peut pas les qualifier de groupes de petite taille, mais que de plus, la moitié d'entre eux sont présents dans d'autres secteurs médiatiques (Europe 1 pour Lagardère, TF1 pour Bouygues). Situation unique en Europe à l'exception de l'Italie berlusconienne.

L'argumentation présidentielle ne résiste donc pas une seule seconde à l'épreuve des faits. Qu'importe l'essentiel pour lui est ailleurs, dans l'abaissement à tout prix des seuils anti-concentrations pour permettre à tout ses amis d'étendre un peu plus leur mainmise sur le paysage médiatique français. Vous trouviez que ce dispositif n'était pas vraiment efficace ? Qu'à cela ne tienne, il le sera encore moins à l'issue de cette consultation opaque et non représentative que sont les États généraux.

Pourtant d'autres États généraux de la presse sont possibles : sur la forme, il suffirait d'en confier l'organisation et l'exécution au Parlement, d'y convier l'ensemble des acteurs – à commencer par les sociétés de journalistes qui contrairement aux syndicats représentent les journalistes sur le plan éditorial et non strictement professionnel – et de rendre les débats publics.

Sur le fond, il suffirait de se pencher sur les vrais problèmes, notamment celui des conflits d'intérêts qu'entraînent la possession de la grande majorité des titres de presse par des

acteurs industriels¹ dont ce n'est pas le cœur de métier, de ne pas envisager Internet et les gratuits comme l'ennemi à abattre mais comme les nouvelles frontières de la presse... Si ces questions étaient enfin mises sur la table, la presse française pourrait entrevoir le bout du tunnel.

Au lieu de quoi, Lagardère pourra enfin se payer Le Monde, Serge Dassault fera sien le dicton « diriger plus de journaux, pour vendre plus d'avions » et la presse économique chantera midi, matin et soir les louanges du groupe LVMH.

Au lieu de quoi, les lecteurs désertent des journaux sans aucune crédibilité et aux contenus de mauvaise qualité et la France reculera un peu plus dans les classements internationaux sur la liberté de la presse². ■

¹ Lors de la visite de Kadhafi en France, le Figaro avait été le seul journal à accueillir dans ses colonnes des publicités pour le site internet du leader libyen. Une anecdote qui prend tout son sens lorsque l'on prend en compte le fait que M. Dassault est – avant d'être un patron de presse – un vendeur d'avion...

² Selon le classement RSF 2008, la France pointe à la 35^e place.

Pour en finir avec le débat des 35 heures et enfin s'attaquer aux vrais problèmes du pays

Par Alexandre EL BAKIR

En ces temps de crise, il peut sembler utile de se pencher sur des questions moins financières, qui touchent aux fondamentaux de l'économie réelle. Pour commencer, trois remarques générales sur le sujet.

Concernant la durée du travail, on distingue la durée légale, la durée affichée et la durée effective. La première désigne le seuil au delà duquel sont déclenchées les heures supplémentaires ; la deuxième représente le nombre d'heures prévues dans le contrat de travail ; la troisième correspond à la durée réelle du travail.

Contrairement à une idée reçue et à un préjugé asséné par les prêcheurs néolibéraux, les Français ne sont pas des fainéants qui travailleraient moins que les pays comparables. D'après les données d'Eurostat et de l'OCDE, officines trotskistes s'il en est, la durée effective moyenne du travail en France est de 36,3 heures hebdomadaires. A titre de comparaison, c'est 33 h en Grande-Bretagne et 34,7 h en Allemagne.

Ceci permet de faire le lien entre la réalité des chiffres et la perception de cette réalité. Beaucoup de gens pensent que la France pourrait travailler plus (ce qui est vrai pour les jeunes et les seniors), sans garder à l'esprit que pour ceux qui travaillent, le travail est souvent intense et parfois harassant. Dans ce cadre, comment peut-on juger les politiques de l'emploi qui ont été mises en place par la gauche et par la droite ?

La réussite des 35 heures : travailler mieux pour travailler tous

Un progrès social aux conséquences équivoques

Les 35 heures (lois Aubry de 1998 et 2000) correspondent d'abord à un progrès social. Le mouvement historique d'abaissement de la durée du travail est une réponse cohérente aux gains de productivité permis par les nouvelles technologies et l'amélioration de l'organisation du travail, qui trouvent là un aboutissement logique. Quand on fait les trois/huit sur une chaîne automobile,

4 heures de travail en moins, ce n'est pas négligeable. Quand on est cadre, 4 heures pour avoir du temps libre, c'est appréciable également.

Bien entendu, la réalité n'est pas univoque. Les implications des 35 heures sont nuancées et ce n'est ni l'épouvantail brandi par quelques droitiers en mal de simplisme (la faillite de Lehmann Brothers ? C'est la faute des 35 heures !), ni la panacée que d'autres voudraient y voir alors que c'est une réforme dont la méthode aurait pu être améliorée. Pour autant, elles ont notamment permis aux gens de mieux s'organiser pour leurs congés (les RTT). Cependant, les catégories sociales en ont été diversement bénéficiaires : si les cadres en sont satisfaits à plus de 75%, les employés et les ouvriers en ont une perception moins positive. Dans certains cas, les 35 heures ont été synonyme de plus de flexibilité imposée, de tassement de l'échelle des salaires et en définitive, du même travail en 35 heures que ce qui était fait auparavant en 39 heures.

Des conséquences économiques contrastées mais globalement positives

Prenons d'abord les arguments de ses détracteurs. Les 35 heures auraient selon eux plombé la compétitivité de l'économie française. Il est indéniable qu'elles ont renchéri le coût du travail mais 1) la France ne réussira pas dans la mondialisation grâce à une illusoire et dangereuse concurrence par les prix (même avec du dumping social, que peut la France face à l'Inde ?) mais par la qualité de ses produits (investissement dans les secteurs à haute valeur ajoutée, recherche-développement...) et 2) la mise en place des 35 heures correspond au record de créations d'emploi en France depuis la fin des années 1960 (deux millions d'emplois entre 1997 et 2002, meilleure performance depuis 1969 lors de l'année 1998 avec 300 000 emplois créés dans le seul secteur marchand). Les 35 heures n'ont pas non plus pénalisé la croissance car au moment de leur entrée en application, les performances françaises en la matière étaient supérieures à la moyenne

européenne, ce qui n'a été le cas ni avant ni depuis. Bien au contraire, avec l'actualisation du temps de travail, elles ont permis aux entreprises de mieux s'adapter aux fluctuations de la conjoncture, en ajustant leur demande de main d'oeuvre selon les besoins. Elles ont en outre été compensées par des allègements de charge massifs visant à rendre soutenable la réforme pour les finances des entreprises.

Fondamentalement, les effets sont plutôt à analyser en termes de gains pour la collectivité. Gains en termes de chômage d'abord: 350 000 créations nettes d'emploi (étude de la DARES qui correspond à la moyenne des estimations). Gains en termes de productivité ensuite: elle s'est accrue au bénéfice des entreprises passées aux 35h de 5% en moyenne. Gains en termes de dialogue social en outre: le passage aux 35h a donné lieu à de nombreuses négociations dans les entreprises, renforçant le rôle des syndicats de salariés dans le dialogue social et contraignant les chefs d'entreprise à la discussion et au compromis. Gains en termes de choix de société enfin: si le travail est un outil de libération, d'ascension sociale et de reconnaissance du mérite, c'est aussi souvent un levier d'asservissement. Penser que quelques heures de plus peuvent être consacrées au développement personnel ou à ses proches, sans que l'individu ne soit uniquement considéré comme un objet économique, c'est aussi réfléchir aux modes d'organisation du travail, en faisant en sorte que le bien-être fasse partie, pour le plus grand profit de l'entreprise d'ailleurs, des valeurs qui permettent aux gens de mieux vivre. Plus généralement, pendant les heures non travaillées, ceux qui en ont les moyens consomment, profitent de leurs loisirs... ce qui contribue à l'activité du pays et dynamise de ce fait les secteurs économiques concernés. Comment expliquer alors la virulence des attaques contre cette mesure ?

La violence du débat s'explique largement par le fait qu'il cristallise l'apogée d'une lutte idéologique. En dépit des études économiques, de l'OFCE notamment, qui mon-

trent le contraire (une réduction du temps de travail crée de l'emploi en période de croissance mais peut être néfaste en bas de cycle), on nous serine régulièrement que non, le travail n'est pas un gâteau que l'on pourrait partager en déshabillant Pierre pour habiller Paul. Certes, c'est l'emploi qui appelle l'emploi et un raisonnement statique ne correspond pas à la réalité dynamique de l'économie. Mais quand plus de gens sont au travail, cela ne signifie-t-il pas qu'il existe une pression positive à l'embauche du fait d'une économie en croissance ? Il peut donc bien y avoir un cercle vertueux offre de travail / demande de biens et services au bénéfice des individus comme de la collectivité. En réalité, la seule critique structurante qui vaille selon moi réside dans la stagnation du pouvoir d'achat opérée en contrepartie de la diminution du temps de travail, et ce alors que de nombreux travailleurs souhaitent d'abord voir leur situation matérielle s'améliorer. Face à cela, quelle réponse de la droite ?

L'inanité de la loi TEPA : travailler plus pour gagner plus

La tromperie érigée en art de gouvernement

Un slogan faussement simple pour une vraie arnaque. Le postulat du slogan sarkozien réside dans le fait que les gens qui voudraient travailler plus ne pourraient pas le faire. Premier mensonge: les 35 h étaient assorties d'un contingent d'heures supplémentaires permettant d'accroître la durée du travail en cas de nécessité. Or, ce plafond (réhaussé par les réformes des gouvernements Raffarin et Villepin) n'était pas atteint en 2007, ce qui montre que la situation d'alors couvrait les besoins. Deuxième mensonge : ce slogan simpliste laisse penser que le salarié peut choisir à sa guise la durée de son travail. Or, c'est le chef d'entreprise qui a ce pouvoir et qui peut, selon les besoins des carnets de commande, juger bon de proposer ou d'imposer à ses employés des heures supplémentaires. Troisième mensonge : ce leitmotiv détourne le débat du réel enjeu: le pouvoir d'achat. Pour gagner plus, on ne pourrait donc travailler plus ? Quid des augmentations de salaire par la négociation ? Quid de la hausse de la prime pour l'emploi ? Non content de rendre plus décentes les conditions de vie des personnes qui en bénéficieraient, de telles mesures seraient également positives

économiquement en tant qu'elles concerneraient des populations dont la propension marginale à consommer est élevée, ce qui permet de soutenir l'activité en ces temps de croissance molle.

Point culminant de la tromperie : le raisonnement en termes de coût et de communication. De coût en premier lieu : la loi TEPA se veut une réponse au coût jugé prohibitif des 35h pour les finances publiques. Certes, elles coûtent cher: 15 milliards d'euros par an. Mais la défiscalisation des heures supplémentaires, contestée en tant qu'elle favorise un effet d'aubaine sans avoir de conséquences massives ni en termes d'emploi ni en termes de pouvoir d'achat, coûte à elle seule 8 milliards d'euros. De communication en second lieu: en faisant des 35 h la cause de tous les maux, le gouvernement s'exonère de sa propre responsabilité dans les piètres performances actuelles de la France. Il est vrai que le contexte international est pénalisant, mais pourquoi faisons-nous moins bien que les autres quand en période de croissance, nous faisons sensiblement mieux que les pays comparables ? A vouloir faire des 35h le bouc émissaire des difficultés du pays, non seulement le pouvoir actuel trompe les gens sur la réalité mais surtout, il décrédibilise le volontarisme politique en démontrant que malgré son activisme, il ne parvient pas à améliorer la situation.

Des mesures inefficaces et injustes

On savait la droite injuste, elle démontre combien elle sait en plus être inefficace. C'est indéniable : la baisse du chômage qui nous était annoncée depuis trois ans jusqu'à la crise actuelle ne résulte malheureusement pas d'un regain d'activité qui serait favorable en termes de taux d'emploi. Avec le départ à la retraite de la génération du baby boom et l'arrivée de jeunes en nombre moindre que les seniors partants, le solde est nécessairement favorable à une décrue globale du taux de chômage. Il n'y a pas besoin d'être un matheux des plus doués pour comprendre que si moins de personnes sont sur le marché du travail, le taux de chômage peut alors baisser sans que le nombre de créations d'emplois ne s'en trouve amélioré. Si on ajoute également les radiations des listes de l'ANPE, la décrue est tout de suite relativisée. Par ailleurs, les mesures de la loi TEPA vont à l'encontre d'une lutte contre le chômage puisque les entreprises

sont incitées non pas à embaucher mais à augmenter le nombre d'heures de ceux qui ont déjà la chance d'avoir un emploi. Non seulement le résultat est peu probant pour ces derniers mais surtout, le message est schématiquement : on aide ceux qui sont déjà moins dans une situation moins enviable que ceux que l'on n'aide pas. Économiquement, il n'est pas rationnel de creuser un peu plus la dette (que le ministre du Budget Sarkozy avait fait exploser sous le gouvernement Balladur quand la mandature Jospin a permis une stabilisation du ratio dette/PIB) pour financer une mesure qui n'aura d'effet économique qu'à la marge, au prix d'un coût excessif et hors de propos quand on supprime des emplois publics dans des secteurs où ils font bien besoin.

Non contente de faire culminer son inefficacité, la droite renforce sa traditionnelle inéquité. En effet, on nous dit que le paquet fiscal n'est pas fait pour les plus favorisés. Soyons justes : certaines mesures, par exemple le crédit impôt-recherche, vont dans le bon sens. Mais que pèsent les 30 millions d'euros consacrés à la défiscalisation du travail étudiant dans la limite de trois SMIC face au cumul bouclier fiscal à 50% et baisse de l'ISF qui coûtent à la collectivité 1,3 milliards d'euros, sans parler du caractère inacceptable du chèque reçu par les contribuables les plus favorisés quand un nombre croissant de concitoyens ne parvient pas à boucler ses fins de mois ? On voit donc que les priorités sont claires, encore pourraient-elles être assumées. Tant qu'à faire une politique de caste, autant l'afficher. Mais ce bon peuple n'est pas assez crédule, il verrait bien que les cache-misères sociaux pèsent si peu face à la casse systématique des outils de redistribution et de solidarité nationale...

Et maintenant, que peut-on faire ? Une gauche au pouvoir devrait abroger celles des mesures de la loi TEPA qui sont iniques. Trois pistes d'action sont envisageables :

- 1) Réunir une grande conférence sur les salaires, une sorte de Grenelle du pouvoir d'achat, où l'Etat pèserait et inciterait les partenaires sociaux à se mettre d'accord sur une amélioration de la rémunération des travailleurs.
- 2) Penser global : la croissance à long terme

ne s'obtiendra que par une priorité budgétaire donnée aux dépenses d'avenir (recherche et enseignement supérieur). La consolidation des infrastructures françaises, atout majeur dans la mondialisation, passe également par un renouveau de l'intervention publique qui doit rester massive tout en s'efforçant d'être plus ciblée pour une meilleure efficacité.

3) A plus court terme, pour aider au financement de ces mesures, il faudrait concrétiser une réforme d'ampleur de la fisca-

lité à montant de prélèvements obligatoires constant : remise en cause des cadeaux fiscaux aux plus riches (droits de succession, remise sur l'impôt sur le revenu et l'ISF, entre autres), avec en parallèle une action volontariste contre la fraude fiscale (40 milliards d'euros par an !). Une amélioration des modalités de l'imposition du revenu (fusion IR/CSG) améliorerait le coût du recouvrement de l'impôt pour la collectivité et permettrait de taxer plus équitablement les revenus, en opérant un transfert du capital

vers le travail et non pas l'inverse comme c'est le cas aujourd'hui.

Croyez-moi, en des temps actuels où le laissez-faire a montré sa dangerosité, au moment où l'Etat est réhabilité et où la gauche voit s'offrir à elle une fenêtre d'opportunité historique, sur des bases d'efficacité économique et de justice sociale : ensemble, tout devient possible ! ■



Plus beau le PS Sciences Po...

Chaque mois, retrouvez la toute nouvelle rubrique du journal destinée à résoudre les problèmes quotidiens de ses lecteurs. **Camille SPIRE**, notre ancienne secrétaire de section, vous fait profiter de son expérience et vous adresse ses conseils les plus avisés ! Si vous avez une question à lui poser, n'attendez pas ! Contactez-la par mail, camille.spire@sciences-po.org, elle se fera un plaisir de vous répondre dans le prochain numéro...et le PS Sciences Po sera plus **beau** !

« J'aimerais bien écouter l'album de Carla Bruni, mais j'ai honte de le demander à Noël de peur de faire l'objet d'une question dans cette rubrique. Que faire ? »

Cher lecteur/trice, voilà une question qui pose un vrai problème dans notre parti. Ecouter Carla Bruni est effectivement devenu stigmatisant et il n'est plus possible pour un sympathisant de gauche de parler ouvertement de son amour pour Carlita. Les rumeurs à ce sujet peuvent se répandre à une vitesse surprenante...

Plusieurs possibilités s'offrent donc à toi, cher lecteur/trice : tout d'abord il se peut que tu réalises que l'album de Carla Bruni n'est pas le chef d'œuvre que tu imagines, et qu'il te suffit d'écouter l'ancien pour avoir exactement les mêmes chansons.

Si tu souhaites tout de même demander cet album à Noël, alors dis-le haut et fort, sors du placard, affirme toi, « *express yourself* » comme le dirait Madonna ! Tu dois rester fidèle à toi-même et aux valeurs qui sont importantes à tes yeux : si les chansons de Carla Bruni comptent parmi celles-ci et que tu n'as pas peur de la honte que tu pourrais éprouver face à tes autres camarades (socialistes ou pas d'ailleurs), alors fonce ! Si tu es fidèle à ce que tu es, à ce que tu crois, tu seras récompensé, selon un vocabulaire biblique très à la mode en ce moment...

Une dernière solution peut être envisagée, sûrement la plus efficace : faire semblant. Ne demande pas cet album à Noël, c'est trop peu discret. Utilise plutôt l'argent que tu pourrais avoir eu à Noël pour l'acheter en cachette puis range lieu dans ton tiroir secret ; ou emprunte le à ta BFF (best friend forever) - qui bien sûr est au courant de ce penchant honteux - et grave le sur ton ordinateur... De cette façon, quand les chansons de Carlita passent à la radio, tu pourras dire d'un air dégagé : « *Ah, non, changez de station, je refuse d'écouter ça !* »

« Bonjour Camille, je suis en détresse ! Militant de la section depuis au moins un an, je n'ai d'yeux que pour une camarade du bureau. Mais que faire ? François Hollande et Ségolène Royal ont fini par se séparer. Politique et amour sont-ils incompatibles ? Je soupçonne d'ailleurs un ami d'être le Bruno Gaccio de la fille que je convoite. Que faire ? »

Cher lecteur, je ne peux que comprendre ta situation. Il est très courant pour deux personnes d'un même groupe de travail politique de tomber amoureux : après tout, quoi de plus normal que de se sentir proche de quelqu'un qui a les mêmes idées et un parcours similaire au tien.

Mais le destin de Ségolène et François ne doit pas t'arrêter dans ta quête de l'amour. Qui sait ce qui s'est réellement passé entre eux ? Ils seraient d'ailleurs désolés d'apprendre que leur séparation empêche ton amour de prendre son envol. Il est vrai que si tu brigues un mandat haut placé et que c'est également le cas de l'objet de ton

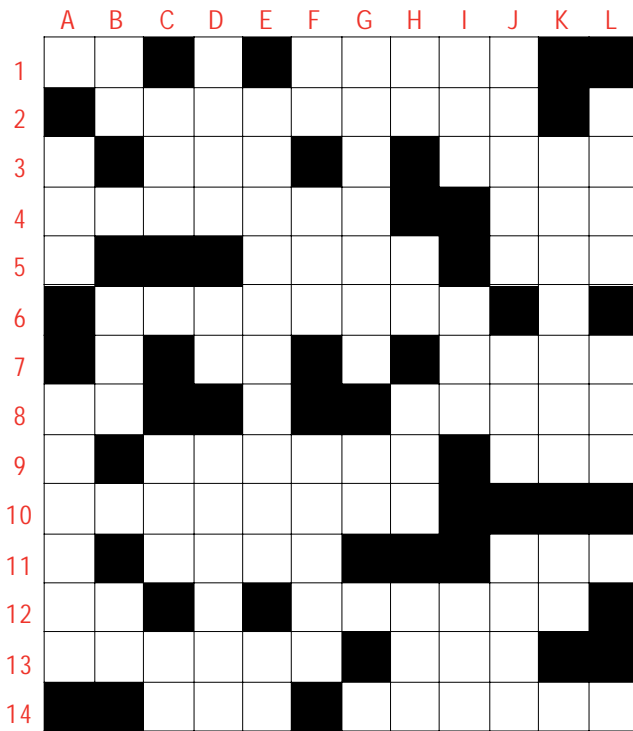
affection, il est possible que tu doives choisir entre politique et amour. En fait, cela n'est pas lié à la politique mais au pouvoir : le problème se pose dans les mêmes termes quand il s'agit de choisir entre carrière et amour. Ne te laisse pas impressionner par des modèles tels que Ségolène et François, crée ta propre voie ! D'ailleurs, il y a des exemples concrets de réussite de couples en politique : dans notre section par exemple qui a vu naître de nombreux couples (les rumeurs les plus folles circulent à ce sujet) ; ailleurs également comme DSK et Anne Sinclair, Jacques Chirac et Bernadette, ne l'oublions pas !

Ton problème principal réside dans l'existence éventuelle d'un rival. Si tel est le cas, le fait que tu appartiennes au bureau avec elle est un avantage certain : tu n'as pas besoin d'inventer une excuse pour prendre un café avec elle, tu peux la voir toute les semaines, tu peux lui montrer ton esprit d'initiative au sein du PS Sciences Po. Tu supplanteras tous les Bruno Gaccio...L'important, c'est d'oser ! HOPE !

Mots croisés*

Par Elsa FOUCAUT

* la solution sera publiée dans le prochain numéro



1. Repère de futurs ministres – La plus monarchiste des éléphantés
2. Station de métro non loin de Sciences Po.
3. Empilement de briques ayant vocation à être recouvert d'affiches du PS Sciences Po – Service public le plus efficace pour relier Lille et Melle à Solférino.
4. Leitmotiv – Adjectif qualifiant la majorité des joyeux membres du PS Sciences Po.
5. Nombre de votes organisés par le PS au mois de novembre 2008 – Soeur Marie-Odile.
6. Espoir pour les prochaines élections.
7. Conjonction de coordination – Synonyme de courant / motion, etc.
8. Pronom réfléchi – PS, PSEO, PSE ou SDP.
9. Surnom affectif d'un ancien président français, mais qu'on préfère au chocolat – ...plus ultra.
10. Base de l'alimentation des éléphants.
11. Motion de Bertrand Delanoé – Sarkozy me l'a fait (Sarkozy m'a...) - Activité ludique.
12. Négation – Organe le plus culturel du parti socialiste
13. Ce que pourrait dire un militant socialiste à chaque fois qu'il a une nouvelle idée pour sauver le parti, la France et le monde - Position officielle du PS lors du référendum sur la constitution européenne.
14. Vieil éléphant de Boutmy en exil – Désir de militants.

- A. Ce que DSK enseignait en Boutmy le jeudi entre 10h et midi – Environnement naturel des éléphants.
- B. Seule force politique crédible dans le paysage politique français – Motions arrivées en tête lors du vote du 6 novembre (par ordre décroissant de suffrages) – Ce dont la France a actuellement la presidency.
- C. Marque de lessive plus commode que le karcher pour laver – Motion de Ségolène Royal - Syndicat – Abréviation de droite, à l'envers.
- D. Le plus célèbre des juifs de gauche – Force Ouvrière – Pas plus de 35 par semaine.
- E. Terme évocateur issu de la devise nationale de la France – Redoublement de consonnes de mauvais goût
- F. Île célèbre – Onomatopée prononcée par tous les militants en lisant le journal du 22 novembre – Première dame.
- G. Même les socialistes en ont 5 à chaque pied – Ancien allié.
- H. Deuxième femme la plus puissante du monde selon Forbes – Voyelles dans Ségolène – Nombre de motions au congrès de Reims – Mois où ce congrès s'est tenu.
- I. Jaurès en aurait eu 149 - Style musical plébiscité dans les meetings de Sarko (après Gilbert Montagnié) – Pour traverser sans se mouiller
- J. Qualité des couteaux des cantines de Reims – Type de carte utile pour se rendre là où il n'y a plus de vélib – Mois de naissance de Benoît Hamon.
- K. Cheftaine – Pourrait signifier « Esprit d'Equipe ».
- L. Ancêtre – Ancienne EU.

LA ROSE AU POING N° 10

Responsables de la publication
Pierre-André CLÉMENT
Hugo CHRISTY

Maquette
Charles GAUTHIER

CONTACTS

Secrétaire de section
Etienne LONGUEVILLE
06 45 49 54 02
etienne.longueville@sciences-po.org

Les articles publiés dans ce journal n'engagent que leurs auteurs. Ni le Parti Socialiste, ni la section de Sciences Po ne pourront en être tenus pour responsables.

Section PS
SciencesPo 

ps-scpo.overblog.com/